combat communiste
SUPPLEMENT AU N° 67

10 MAI
UN CHOIX TRUQUÉ

Le dimanche 10 mai, nous sommes appelés à choisir entre Giscard et Mitterrand. Du moins ceux parmi nous qui bénéficient du droit de vote, car des centaines de milliers de travailleurs immigrés ont le droit de trimer mais pas celui de donner leur avis... De tous cotés, on nous affirme qu'il s'agit d'un choix déterminant pour notre avenir. Giscard, pour tenter d'effrayer une partie des électeurs et de récolter leurs suffrages, fait même tout son possible pour essayer de dramatiser ces élections en affirmant qu'il s'agirait d'un «choix de société». Cela n'avait pas empêché Giscard de dire au premier tour qu'il préférait se retrouver contre Mitterrand que contre Chirac au second tour car, comme tous les politiciens bourgeois, il tient non seulement à gagner mais à renforcer la crédibilité du cirque électoral, de la fonction présidentielle et de la «démocratie».

A l'en croire, nous aurions à choisir aujourd'hui entre la «société libérale avancée» et le «marxisme collectiviste»... De son côté, Mitterrand se présente comme le candidat du «changement» en se gardant d'ailleurs de préciser ce qui changerait vraiment...

UN SIMULACRE DE CHOIX

Un choix de société ? Allons donc ? A qui fera-t-on croire qu'il suffirait que les quelques centaines de milliers d'électeurs qui arbitreront entre les deux candidats choisissent un morceau de papier au lieu d'un autre pour que notre sort soit bouleversé ou simplement modifié de façon importante ?

Ces élections représentent si peu un choix entre deux sociétés ou même deux programmes politiques différents que des politiciens comme Jobert, ou les gaullistes Dechartre et Le Tac, tout aussi marqués à droite que Giscard ou Chirac, et tout aussi attachés au capitalisme et aux privilèges de la bourgeoisie, appellent à voter Mitterrand ou contre Giscard.

Mitterrand lui-même ne dissimule d'ailleurs nullement sa volonté de gérer loyalement la société capitaliste, comme il l'a fait par le passé au sein de... ONZE ministères de la Quatrième République. Mitterrand a annoncé la couleur en se gardant bien de s'engager sur la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs, comme les 35 heures ou l'interdiction de licencier. Permettrait-il autre chose – lui ou quelqu'autre candidat – que ces élections ne pourraient pas changer grand-chose. Les élections ne nous offrent en effet qu'un simulacre de choix, elles permettent de remplacer une tête par une autre, mais pas de changer le système social dans lequel nous vivons.

Indépendamment même du fait qu'une partie des travailleurs est privée du droit de vote alors que n'importe quel parasite peut mettre son bulletin dans l'urne, les élections nous contraignent à choisir un homme sur lequel nous n'avons aucun contrôle, un homme qui pendant sept ans parlera en notre nom sans que nous ayons la possibilité de le révoquer.

Quel que soit l'importance de sa fonction, cet homme ne peut parvenir et rester à la tête de l'État que s'il accepte de respecter la règle du jeu, c'est-à-dire de gérer le capitalisme, de défendre les intérêts de la classe dominante, cela quel que soit le langage qu'il tienne dans ses discours.

LE VAINQUEUR GÉRERA LA CRISE SUR NOTRE DOS

Mais se pourrait-il néanmoins qu'un président «de gauche» comme Mitterrand gère le capitalisme d'une façon moins défavorable aux travailleurs que ne l'a fait son prédécesseur de droite pendant sept ans, comme l'espèrent de nombreux travailleurs ?

Le chômage, l'augmentation du coût de la vie, toutes les difficultés que subissent actuellement les travailleurs ne sont pas seulement le résultat d'une mauvaise politique, elles sont les conséquences de la crise du système capitaliste qui frappe non seulement en France, mais dans tous les pays qu'ils soient gouvernés par la droite ou la gauche.

La crise est liée à la nature profonde d'un système où la production se fait en fonction non des besoins des hommes mais du profit. Pendant quelques dizaines d'années, ce système a connu une relative prospérité – au prix il est vrai de la misère de centaines de millions d'hommes du tiers-monde et d'innombrables guerres. Aujourd'hui, il s'enfonce de plus en plus profondément dans la crise : il y a maintenant plus de deux millions de chômeurs en France, deux millions et demi en Grande-Bretagne, un million et demi en RFA présentée comme «prospère»...

Pour les classes bourgeoises qui tirent leur puissance, leurs richesses, leurs privilèges du système capitaliste, la seule solution est de faire payer la crise aux travailleurs, de pousser la classe ouvrière à travailler davantage pour résister à la concurrence. Sous une forme ou une autre, avec un langage de droite ou un langage de gauche, c'est la seule politique que pourra mener le prochain chef de l'État.

LA LUTTE PAIERA PAS LE BULLETIN DE VOTE

Même des améliorations limitées de notre sort, ce n'est pas du remplacement d'un individu par un autre à l'Élysée qu'il faut les attendre. Les principaux changements – comme par exemple les congés payés – ont été arrachés par la lutte des travailleurs, les occupations d'usine de 1936 et non accordés généreusement par le gouvernement socialiste de Blum dont la tâche principale a été de tout mettre en œuvre pour calmer les travailleurs et les dissuader de remettre en cause le capitalisme ou même de se montrer trop exigeants.

Aujourd'hui nos revendications : les 35 heures, sans réduction de salaire, le salaire intégral aux chômeurs, l'arrêt des licenciements, c'est par la lutte que nous les imposerons et il faudra aussi bien les arracher à Mitterrand qu'à Giscard.

Et, si nous voulons échapper définitivement aux conséquences de la crise, si nous engageons la lutte pour renverser cette société, nous trouverons en face de nous aussi bien Mitterrand que Giscard.

C'est pourquoi ce choix entre deux bourgeois, deux défenseurs loyaux du système capitaliste, l'un ouvertement de droite, l'autre se prétendant «socialiste» pour mieux nous tromper n'est qu'un choix truqué. Nous, révolutionnaires, refusons de cautionner l'un ou l'autre en lui apportant nos voix.

C'est par la lutte que les travailleurs – ceux qui votent comme ceux qui sont privés de ce droit – auront l'occasion de se faire entendre véritablement et non par le bulletin de vote, et cela quel que soit le gagnant des joutes électorales.

C'est ce que nous affirmerons en nous abstenant le 10 mai prochain.

LES LECONS DES RESULTATS DU PREMIER TOUR

Si les élections ne peuvent pas changer grand-chose par elles-mêmes, elles peuvent néanmoins nous donner quelques indications sur l'évolution de l'opinion des électeurs et des travailleurs, servir de baromètre. Essayons donc d'examiner la signification de ces résultats.

Ceux qui escomptaient une forte poussée de gauche sont sans doute déçus, mais il faut savoir que les électeurs répartissent à peu près leurs voix de la même façon entre la droite et la gauche depuis des dizaines d'années. Les modifications – comme en 1936 – ne concernent que quelques pourcents...

On peut être surpris que Giscard ou Chirac récoltent autant de voix. Pourtant, ceux qui redoutent tout changement même minime sont nombreux dans ce pays que leurs privilèges soient réels ou imaginaires. Les élections sont un terrain où il est facile de tromper y compris ceux qui ont le moins d'intérêts réels à défendre dans cette société. Le fait le plus marquant est pourtant, à gauche, la dégringolade du PCF au profit du PS

Il est certain que le système électoral a profité à Mitterrand au détriment de Marchais : de nombreux électeurs de gauche ont préféré voter dès le premier tour pour le candidat le mieux placé pour le second. Ce n'est pourtant pas la seule explication : le PCF paie le prix de sa politique. Pendant des années, au sein de l'Union de la Gauche, il a aidé Mitterrand à se forger l'image de marque de dirigeant et candidat unique de la gauche. Il a aidé ce politicien à se faire passer pour un défenseur des travailleurs. Quand il s'est rendu compte que cette politique favorisait le PS, le PCF a voulu faire machine arrière et il était trop tard. De nombreux travailleurs n'ont pas suivi ses revirements, quand il a redécouvert le passé peu brillant de Mitterrand...

On peut noter également que toute la démagogie de bas étage du PCF pour récolter des voix, en essayant d'utiliser le racisme contre les immigrés, les préjugés anti-jeunes sur la drogue, sur l'insécurité pour réclamer plus de flics et son super-patriotisme n'ont pas fait recette. A Montigny-les-Cormeilles où le PCF avait dénoncé une famille d'immigrés, il a même perdu un tiers de ses voix...

Ses calomnies crapuleuses contre Arlette Laguiller n'ont pas empêché plusieurs centaines de milliers d'électeurs dont de nombreux ouvriers et employés de marquer leur défiance aux partis de gauche en votant pour celle-ci.

Marchais a donc pris une gifle bien méritée. Ceci dit, cela ne nous réjouit nullement que le transfert de voix se soit fait au profit de Mitterrand. Mitterrand et le PS ne représentent pas davantage les intérêts de la classe ouvrière que Marchais et le PCF. Ces deux partis sont depuis bien longtemps au service de l'ordre bourgeois et l'ont largement prouvé.

Le succès de Mitterrand ne signifie pas pour autant que la majorité des travailleurs qui ont voté pour lui nourrissent beaucoup d'illusions à son égard. Il signifie certainement pour la plupart la volonté de se débarrasser de Giscard. Que Mitterrand, s'il gagne la course à l'Élysée, ne s'imagine donc pas qu'il va pouvoir nous faire retrousser les manches et payer la crise avec le sourire : la classe ouvrière l'attendra au tournant !

combat communiste

Mensuel Révolutionnaire

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, ECRIRE :

COMBAT COMMUNISTE
11 RUE BARRAULT 75013 PARIS